



# ATELIER ANNUEL 2022

24 mai 2022 | Accra, Ghana

FREEDOM AND JUSTICE

## Thème :

« Mobilisation de ressources innovantes pour le  
financement du développement :  
Programme adapté aux IFD africaines »

# COMPTE RENDU

Hôte



NATIONAL  
INVESTMENT  
BANK

Partenaires



## A. Introduction

1. L'Atelier annuel de l'Association des institutions africaines de financement du développement (AIAFD) s'est tenu le 24 mai 2022, sur le thème : « **Mobilisation de ressources innovantes pour le financement du développement : Programme adapté aux IFD africaines** ». L'événement a été organisé en partenariat avec la Banque africaine de développement (BAD) et abrité par *National Investment Bank (NIB)* Ghana à Labadi Beach Resort à Accra, au Ghana.

2. Les objectifs de l'atelier étaient (1) d'examiner les options de mobilisation de fonds pour financer la reprise des économies africaines après la pandémie de COVID-19 et poursuivre les efforts visant à réaliser les ODD et l'Accord de Paris ; et (2) de discuter des instruments de financement disponibles et adaptés au financement du développement des économies africaines.

3. Au total, 129 délégués, comprenant des directeurs généraux et des cadres supérieurs d'IFD, d'institutions multilatérales de financement du développement, de partenaires de développement, de représentants du secteur privé et d'autres parties prenantes clés, provenant des 28 pays suivants, ont participé à l'atelier : Afrique du Sud, Allemagne, Belgique, Bénin, Botswana, Burundi, Congo, Côte d'Ivoire, Eswatini, États-Unis, France, Ghana, Kenya, Lesotho, Libéria, Mali, Maroc, Mozambique, Ouganda, Niger, Nigeria, Pays-Bas, RDC, Rwanda, Soudan, Tanzanie, Togo, et Tunisie.

## B. Cérémonie d'ouverture

4. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence de M. Solomon Quaynor, vice-président du secteur privé, de l'infrastructure et de l'industrialisation de la BAD, et de l'honorable Dr John A. Kumah, vice-ministre des Finances de la République du Ghana.

5. **M. Samuel Sarpong**, directeur général de la *National Investment Bank (NIB) Ltd* Ghana, hôte de l'événement, dans son discours de bienvenue, s'est réjoui de l'opportunité donnée à sa Banque d'abriter l'Assemblée annuelle 2022 de l'AIAFD et a souhaité la bienvenue aux délégués à l'atelier. Il a reconnu que ce rassemblement était un moment extraordinaire pour la NIB, puisqu'il s'agissait du premier voyage à l'étranger pour la plupart des participants après plus de deux années de restriction sur les voyages en raison de la pandémie de coronavirus.

6. M. Sarpong a noté que le thème de l'atelier était d'un grand intérêt pour son institution dans sa transformation et ses efforts pour contribuer efficacement à la réalisation du programme de développement du Ghana. Il a reconnu que le continent était confronté à de nombreux défis, notamment la pandémie de COVID-19. Mais, il a estimé que les IFD étaient stratégiquement positionnées pour proposer des solutions intelligentes afin de financer l'effort d'industrialisation du continent et soutenir les progrès réalisés visant à faire sortir progressivement les Africains des chaînes de la pauvreté.

7. **M. Thabo Thamane**, président de l'AIAFD et directeur général de *Citizen Entrepreneurial Development Agency (CEDA)*, Botswana, dans son discours d'ouverture, a souligné que la pandémie de COVID-19 qui a sévit au cours des trois dernières années n'avait eu que des impacts négatifs en confinant tout le monde chez soi. Elle avait par ailleurs favorisé l'évolution de nouvelles approches dans le monde des affaires, y compris la tenue de réunions en ligne. À cet égard, bien que les réunions de l'AIAFD se soient déroulées virtuellement pendant ces années, il était ravi de rencontrer physiquement les membres de l'AIAFD et les partenaires qui avaient effectué le déplacement au Ghana pour l'Assemblée annuelle 2022 de l'AIAFD.

8. Au nom du Conseil d'administration de l'AIAFD et des DG des institutions membres de l'AIAFD, il a remercié le Président, le peuple et le Gouvernement de la République du Ghana d'avoir créé l'atmosphère souhaitée pour accueillir l'événement au Ghana. Il a exprimé sa gratitude au vice-ministre des Finances du Ghana pour avoir honoré cette occasion de sa présence. Il a également remercié Dr Akinwunmi Adesina, président de la BAD, et M. Solomon Quaynor, vice-président du secteur privé, de l'infrastructure et de l'industrialisation de la BAD,



pour le soutien continu de la Banque à la communauté des IFD africaines. Il a aussi exprimé sa reconnaissance à M. Samuel Sarpong, directeur général de la *National Investment Bank Ltd (NIB)* Ghana, et à son Conseil d'administration pour avoir abrité l'événement.

9. Par ailleurs, M. Thamane a réitéré que le thème de l'Atelier annuel 2022 était pertinent pour les IFD africaines, car il leur donnerait l'occasion de renforcer leur contribution à la résolution des problèmes de développement actuels – aggravés par la pandémie. Il a noté que les discussions offriraient l'occasion de réfléchir à des instruments innovants et des ressources novatrices qui permettraient aux économies africaines d'atteindre la prospérité.

10. **M. Solomon Quaynor**, vice-président du secteur privé, de l'infrastructure et de l'industrialisation de la BAD, dans son discours liminaire, a reconnu que l'Atelier annuel était organisé à un moment opportun. Il a fait référence à la pandémie de coronavirus et au conflit entre l'Ukraine et la Russie puis souligné que ces deux situations appelaient l'Afrique à renforcer sa résilience en se concentrant sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en repensant les systèmes de soins de santé et de protection sociale, en encourageant le secteur privé – y compris les petites et moyennes entreprises et les entrepreneuses –, en exploitant et en gérant mieux les flux de revenus provenant de ses ressources naturelles, en rendant opérationnelle la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), et en renforçant les systèmes financiers nationaux et les marchés de capitaux pour construire une Afrique meilleure, plus verte, inclusive, résiliente et intégrée.

11. En outre, il a reconnu que les IFD africaines étaient indispensables pour soutenir les programmes de développement nationaux, canaliser les financements concessionnels et mobiliser les investissements du secteur privé national. Toutefois, il a noté qu'elles étaient confrontées à des défis majeurs, y compris une faible autonomie financière et opérationnelle et un manque de capacités. En conséquence, il a recommandé que les IFD africaines fassent des choix stratégiques qui redéfiniraient leurs opérations, car le modèle économique traditionnel selon lequel les gouvernements fournissait des financements, complétés par les investissements des institutions financières multilatérales et bilatérales, avait atteint ses limites.

12. Enfin, il a annoncé que la BAD avait développé un nouveau cadre pour accroître les opportunités de financement en faveur du secteur privé africain. Le cadre tire parti de l'avantage comparatif de la BAD et des IFD africaines par le biais de deux catalyseurs essentiels : le financement et le renforcement des capacités. Ces catalyseurs, qui s'appuient sur les leçons acquises, le feedback des consultations approfondies avec les IFD africaines et les preuves empiriques fournies par l'AIAFD, étaient indispensables pour affiner l'engagement de la Banque envers les IFD africaines et obtenir un impact maximal. Plus important encore, ils ont été conçus pour renforcer la confiance des investisseurs et élargir l'éventail des fournisseurs de financement potentiels pour les IFD africaines.

13. **L'Honorable Dr John Kumah**, vice-ministre des Finances de la République du Ghana, tout en déclarant l'atelier ouvert, a réitéré que les IFD étaient importantes pour promouvoir l'accès des pays aux services financiers et au développement économique. Elles pouvaient servir d'instruments politiques potentiellement puissants pour corriger les défaillances du marché, incuber les marchés, et promouvoir la transformation structurelle pour une croissance économique plus élevée. Par conséquent, le Gouvernement du Ghana, dans ses efforts pour restaurer la stabilité économique et améliorer la résilience structurelle, a créé *Development Bank Ghana (DBG)*, une institution basée sur une nouvelle conception du financement du développement. DBG vise à être une institution financièrement viable, capable de lever des fonds à long terme auprès des marchés de capitaux nationaux et internationaux et des institutions financières.

14. En outre, il a estimé que la croissance économique de l'Afrique serait considérablement favorisée par la manière dont le continent adoptait les innovations de l'économie numérique. En effet, « les pays africains devraient investir davantage dans la recherche et le développement, et les partenaires internationaux devraient offrir une aide à l'investissement pour créer des solutions numériques locales ». L'Afrique a besoin d'accéder aux outils et technologies numériques tout en



opérant dans un environnement réglementaire protégeant la sécurité et l'intérêt de sa population. De plus, les dirigeants africains devraient travailler ensemble pour libérer et exploiter le potentiel du marché afin de satisfaire les besoins de développement de l'Afrique et trouver des moyens innovants pour mobiliser des ressources, réaliser les ODD et programmes liés au climat, et impacter considérablement le développement de l'Afrique. Il a ajouté que, dans leur quête de création d'un secteur financier national robuste et diversifié répondant aux besoins économiques, les dirigeants africains devraient concevoir des produits financiers appropriés par le biais de canaux de distribution innovants, notamment la technologie et les points d'accès à faible coût.

15. Il a conclu que l'incertitude de l'environnement macroéconomique général et les pressions exercées sur l'ensemble des budgets publics, aggravées par la pandémie de coronavirus et le conflit entre l'Ukraine et la Russie, indiquaient non seulement à quel point le monde était fragile et imprévisible, mais soulignaient également l'urgence de proposer en permanence des idées de développement potentielles et innovantes pour une croissance durable, en particulier en Afrique. Il a donc exhorté les dirigeants des IFD africaines à prendre en charge la croissance de l'Afrique.

### C. Séance 2

*« Gestion, financement et solutions de couverture des risques liés aux devises locales »*  
**Modérateur : M. Steve Williams**, directeur général, Treasury Warehouse Ltd, Ghana  
**Intervenant : M. Ruurd Brouwer**, directeur général, TCX Fund

16. La séance a été animée par TCX Fund. Elle a porté sur le financement en devise locale comme facteur clé de croissance résiliente et sa contribution au développement durable des marchés financiers sur les marchés émergents. Elle a également traité de la gestion des risques liés aux devises locales a également été discutée.

17. **M. Ruurd Brouwer**, directeur général de TCX Fund, a souligné que les devises locales étaient appropriées pour les propriétaires de projets locaux. En effet, la plupart d'entre eux (les propriétaires de projets) trouvaient rentable de lever des fonds en devise locale et d'effectuer les transactions liées à leurs projets locaux en devise locale. Il a rappelé que les IFD existaient pour développer l'Afrique tout en soulignant que plus une crise économique étaient importantes, plus les IFD étaient essentielles. Il a donc exhorté les IFD africaines à tirer les leçons des crises récentes pour renforcer leur résilience aux événements imprévus. Il a conclu en présentant TCX Fund et la manière dont ses services complétaient ceux des IFD.

18. **Mme Isabelle Lessedjina**, vice-présidente senior de TCX Fund, a présenté les résultats d'une enquête menée par TCX Fund et les résultats de plusieurs séances de formation sur le financement de projets locaux réalisés avec des institutions africaines. Les résultats indiquaient que la plupart des institutions apprécieraient avoir la possibilité de lever des fonds et financer des projets locaux en devise locale. Les résultats montraient également que la plupart des institutions avaient des projets bien développés et des structures appropriées pour les mettre en œuvre. Mais, elles n'avaient pas accès aux bons produits de financement pour les financer. Elle a conclu en partageant les solutions que TCX Fund proposait pour obtenir des fonds en devise locale et financer des projets pertinents en devise locale tout en gérant efficacement les risques associés.

19. **M. Demba Tandia**, vice-président de TCX Fund, a souligné que les projets locaux devraient être financés en devise locale. Il a expliqué que la plupart des IFD actives voulaient financer des activités durables en devise locale, mais que les fonds disponibles en devise locale étaient limités. Il a ainsi proposé deux solutions à la grande question de savoir comment les IFD pourraient obtenir des fonds en devise locale, à savoir : (1) Améliorer les crédits des IFD pour émettre des obligations ; et (2) Recycler la couverture du financement en USD. Enfin, il a souligné que le principe de la gestion, du financement et de la couverture des risques liés aux devises locales pouvait être adapté pour répondre aux objectifs de financement institutionnels et nationaux.



### D. Séance 3

#### « Sources innovantes de financement pour les projets de développement »

##### Modérateur

**M. Solomon Asamoah**, directeur général, *Ghana Infrastructure Investment Fund*

##### Panélistes :

**Mme Kampeta Sayinzoga**, directrice générale, *Development Bank of Rwanda (BRD)*

**M. Simon Aranonu**, directeur exécutif, Grandes entreprises, *Bank of Industry (BOI)* Nigeria

**M. Idrissa Coulibaly**, directeur du risque, Banque nationale d'investissement (BNI), Côte d'Ivoire

**M. David Ashiagbor**, chef de la stratégie du secteur financier, Département du développement

20. La séance a discuté de la manière d'augmenter le financement des projets de développement, vu l'incapacité de certaines sources de financement traditionnelles à avoir un impact positif sur les besoins de financement des secteurs critiques du continent au fil des ans.

21. **M. David Ashiagbor**, directeur de la stratégie du secteur financier de la BAD, a réitéré que le secteur financier était un catalyseur essentiel du développement, d'où la nécessité de le soutenir par le biais des IFD. Ce faisant, la BAD s'efforçait de passer du simple financement des activités des IFD au renforcement des IFD elles-mêmes. Il a souligné que la Banque considérait les IFD nationales comme des partenaires et qu'elle poursuivait donc ses efforts pour renforcer leur gouvernance.

22. **M. Simon Aranonu**, directeur exécutif responsable des grandes entreprises à la *Bank of Industry (BOI)*, Nigeria, a souligné que la BOI avait dû relever le défi de mener ses opérations de manière rentable sur le marché local tout en couvrant les risques liés à la devise locale. Cependant, l'institution a résolu ce problème en finançant ses opérations sur le marché mondial, dans les syndications et sur le marché obligataire européen. Ce faisant, la banque a levé des fonds à des taux d'intérêt faibles sur ces marchés pour financer ses opérations locales tout en couvrant les risques liés à la devise locale avec le soutien de la Banque centrale du Nigeria.

23. En outre, il a souligné les avantages pour les IFD d'être réglementées et supervisées par les banques centrales et d'être soumises à d'autres réglementations prudentielles. Ces conditions permettraient aux IFD de fonctionner efficacement et d'être attractives pour lever des fonds. Selon M. Aranonu, la *Bank of Industry (BOI)*, Nigeria a plusieurs niveaux de supervision, qui comprennent : la Banque centrale du Nigeria, un auditeur indépendant – entre autres superviseurs et régulateurs – recruté par le gouvernement nigérian pour auditer les IFD au Nigeria afin de les rendre plus crédibles.

24. Grâce à ces mesures, la BOI a été isolée des pressions politiques et des interférences du gouvernement et soutenue par des professionnels compétents à tous ses niveaux hiérarchiques. Par conséquent, la BOI disposait d'une gouvernance et d'une gestion d'entreprise efficaces, d'un soutien solide du gouvernement nigérian et de la confiance de ses actionnaires. La banque a tiré profit de ces avantages pour lever plus de fonds et mieux servir ses clients.

25. **Mme Kampeta Sayinzoga**, directrice générale de la *Development Bank of Rwanda (BRD)*, a rappelé les défis de son institution, notamment les problèmes de gouvernance, un système de distribution de crédit faible, une faible valeur pour les actionnaires et une faible capacité à lever des fonds concessionnels innovants pour le développement. Pour surmonter ces difficultés, l'institution avait décidé de travailler avec d'autres IFD et partager ses expériences et meilleures pratiques afin de renforcer sa crédibilité, de lever davantage de fonds en s'appuyant sur les financements des secteurs privé et public, et d'exploiter le soutien de ses partenaires. Sur la question de la bonne gouvernance, elle a informé que le Conseil d'administration de la BRD a



proposé au gouvernement d'inclure un membre indépendant et non exposé politiquement pour renforcer l'objectivité des décisions du Conseil d'administration. Il a également été proposé de permettre au directeur général de recruter le personnel de direction et d'assurer la discipline au sein de l'institution sans ingérence extérieure. Elle a estimé que si les IFD respectaient leurs règlements internes, elles amélioreraient leur crédibilité et leurs performances.

26. Par ailleurs, elle a indiqué que la BRD était enregistrée en vertu de la loi bancaire et se conformerait aux règlements de la banque centrale. La banque renforçait également régulièrement les capacités de son personnel afin d'accroître ses performances. Elle a également souligné que les autres mesures prises sous sa direction pour améliorer les performance de la banque incluent l'obtention d'une notation triple A, la diversification et l'augmentation des sources de financement, la réduction des délais de traitement des demandes des clients, l'investissement dans des fonds propres pour fournir des crédits pouvant aider ses clients, et le recrutement d'experts pour améliorer les opérations de la BRD. Mme Kampeta a conclu en réitérant la nécessité pour la BAD de collaborer avec les IFD africaines en vue d'obtenir des fonds pour mieux servir les marchés locaux.

27. **M. Idrissa Coulibaly**, directeur des risques, Banque nationale d'investissement (BNI), Côte d'Ivoire, a souligné que la BNI se classait 6<sup>e</sup> sur les 29 institutions financières de Côte d'Ivoire. En ce qui concerne les solutions de financement des activités de l'institution, il a déclaré que la BNI avait amélioré ses processus, y compris l'octroi de crédits. Il a indiqué que la banque suivait un processus de certification en financement de l'action climatique pour mobiliser davantage de fonds et financer des projets liés au climat. Par ailleurs, la banque a bénéficié du soutien de ses actionnaires et du gouvernement ivoirien pendant la pandémie de coronavirus. En outre, en 2020, la banque a créé un département axé sur la diversification de ses sources de financement. Enfin, il a reconnu que la BNI bénéficiait de beaucoup d'avantages en disposant des compétences requises et se conformant aux réglementations en vigueur.

#### **E. Séance de clôture**

28. **Mme Patricia Ojangole**, 1<sup>ère</sup> vice-présidente de l'AIAFD et directrice générale d'*Uganda Development Bank Ltd (UDBL)*, en fermant l'atelier, a rappelé que les discussions avaient porté sur une question indispensable à résoudre pour le succès des IFD, en particulier les IFD nationales. Elle a souligné que la durabilité des activités des IFD reposait sur la disponibilité de financements et de fonds de qualité. Par conséquent, elle a appelé les dirigeants des IFD nationales à repenser le mode de fonctionnement de leurs institutions pour faire passer l'Afrique au niveau supérieur de son développement. Elle a conclu en remerciant les intervenants, les modérateurs, les panélistes, l'institution hôte, les participants, et toutes les personnes qui ont contribué aux délibérations fructueuses de l'atelier.

#### **F. Conclusions et recommandations**

29. Les principales conclusions et recommandations de l'Atelier étaient les suivantes :
- i. **Les IFD africaines sont essentielles pour faire progresser la reprise** de leurs économies après la pandémie de coronavirus et pour soutenir la réalisation des ODD et de l'Accord de Paris. Par conséquent, les IFD africaines doivent tirer les leçons de la récente crise pour renforcer leur résilience et leur durabilité.
  - ii. **Des solutions, des produits et des services de financement innovants sont nécessaires** et doivent être appliqués à des défis spécifiques que les interventions de développement traditionnelles n'ont pas réussi à traiter de manière appropriée. Les institutions de financement du développement ont été appelées à prendre la tête de la recherche de financements et de solutions innovants tout en générant des projets de développement ayant un fort impact, conformément à leurs mandats.



- iii. **Les IFD africaines devraient améliorer leur gouvernance et être plus innovantes dans leurs capacités** en appliquant des approches créatives de résolution de problèmes et en faisant des choix stratégiques qui définiraient leurs opérations de manière durable. Ce faisant, elles surmonteraient les difficultés liées à l'insuffisance des capacités et à la dépendance financière et opérationnelle qui entravent leurs activités.
- iv. **L'Afrique a besoin d'accéder aux outils et technologies numériques** tout en opérant dans un environnement réglementaire protégeant la sécurité et l'intérêt de sa population. À ce titre, les IFD africaines doivent investir dans l'innovation, la recherche et le développement, en plus de créer des solutions numériques locales, de concevoir des produits financiers appropriés par le biais de canaux de distribution innovants axés sur la technologie.
- v. **La gestion des risques liés aux devises étrangères est un défi pour le financement des projets locaux par la plupart des IFD africaines. À ce titre**, les devises locales sont plus appropriées pour le financement des projets locaux. Par conséquent, les IFD africaines devraient renforcer leur capacité à lever des fonds en devise locale, à émettre des obligations et à comprendre les outils de couverture afin de lever des fonds en devise locale pour financer des projets locaux durables. À cet égard, les IFD nationales sont encouragées à profiter des opportunités offertes par des institutions telles que TCX Fund pour gérer et couvrir les risques liés aux devises locales et lever des fonds locaux et internationaux.

**Le Secrétariat de l'AIAFD  
Abidjan, Côte d'Ivoire  
31 mai 2022**

